EXTRAIT

DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL GÉNÉRAL PERMANENT

DU DÉPARTEMENT DES VOSGES.

Séance publique du 19 mai 1793, l'an second de la République Françoise.

Présens les Citoyens BENOIST, Vice-Président; BIGOTTE, LE ROUX, POIRSON, DIEUDONNÉ, CLAUDEL, LECOMTE, BRAUX, DIDIER, CLEVER, MICHEL, FALLATIEU, DROUOT, QUINOT, MARTEL, GEHIN, HUMBERT, LECOANET, DIDELOT et FLEURENT, Administrateurs.

DUBOIS, Procureur-Général-Syndic.

DENIS, Secrétaire-Général.

MARULLAZ, Commissaire du Conseil général de la Commune.

CLÉMENT, Officier de la Gendarmerie nationale.

SUR la proposition faite par le *PROCUREUR-GÉNÉRAL-SYNDIC*,

Le *CONSEIL* arrête que son Adresse à la Convention nationale, du 14 de ce mois, sera imprimee, envoyée aux Districts et Municipalités du ressort et à tous les départemens de la République.

THE NEWBERRY LIBRARY

ADRESSE
DU CONSEIL GÉNÉRAL
DU DEPARTEMENT DES VOSGES,
A LA CONVENTION NATIONALE.

Épinal, le 14 mai 1793, l'an 2 de la République.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Si nous avions à parler à des despotes, nous croirions remplir un devoir pénible en leur disant la vérité ; mais lorsque nous la ferons entendre aux pères de la patrie, (et nous devons croire que vous l'êtes) nous sommes assurés qu'elle sera accueillie avec empressement ; et nous allons vous la dire avec franchise.

Lorsque le peuple vous délégua l'exercice de sa souveraineté, et qu'il vous imposa l'obligation de lui donner une constitution, il mit en vous toute sa confiance et son espoir. Avez-vous fait tout ce que vous pouviez et tout ce que vous deviez pour remplir son attente ?

Depuis l'époque où vous avez pris les rênes du gouvernement, près de huit mois se sont écoulés ; et le gouvernement n'a plus de consistance, de liaison et d'activité que par l'énergie de la nation ; ou plutôt, malgré cette énergie, il n'existe plus de gouvernement. Ici des départemens entiers sont en proie aux plus affreux brigandages, aux horreurs de la guerre civile ; là les propriétés publiques et particulières sont violées avec audace ;

plus loin l'anarchie se montre et se reproduit sous les formes les plus hideuses et menace de tout dévorer ; enfin tout annonce la nécessité de mettre promptement à sa place chaque rouage de la grande machine du gouvernement.

Et cependant que faites-vous ? Lorsque le peuple attend de vous son repos, sa tranquillité, son bonheur, la jouissance de la liberté et de l'égalité ; lorsque de toutes parts, il vous demande une constitution qui lui assure ces bienfaits, vous vous livrez à des déclamations amères, à des débats scandaleux étrangers au bien public : les ressentimens personnels de quelques-uns d'entre vous occupent des séances entières. Le temple des loix, où l'on ne devroit connoître d'autre culte que celui de la Justice et de la Liberté, semble être devenu le théâtre de la haine, de la discorde et des dissentions les plus effrayantes : le desir de la vengeance paroît être le seul agent qui vous fait mouvoir.

En abattant la tête du tyran, l'avez-vous donc jettée au milieu de vous comme une pomme de discorde ? Ah ! rendez-là à sa destination : que la corruption et l'oubli s'en emparent. N'avez-vous donc plus de point de ralliement ? Voyez le peuple, ce peuple généreux que vous représentez : au premier cri de la patrie, il s'est levé ; tous les bons citoyens se sont disputés l'honneur de marcher au lieu du danger, et d'odieuses divisions, d'affreux déchiremens n'ont ni déshonoré ni retardé ce généreux mouvement.

Mais lorsqu'une partie du peuple est en présence de l'ennemi, que chaque jour son sang est versé pour la cause de la liberté ; lorsque les ennemis de l'intérieur sont surveillés ; lorsque enfin le peuple est débout, vous ses Représentans, ne voyez-vous donc pas son vœu ? Ne le voyez-vous pas dans ces nombreuses adresses qui vous viennent de tous les points de la République ? Et

f62

à cette affluence d'adresses, ne reconnoissez-vous pas la volonté du Souverain ?

Une Constitution qui assure aussitôt l'établissement et la consolidation de la République une et indivisible, fondée sur la Liberté et l'Egalité : voilà ce que le peuple demande, ce qu'il a droit d'attendre et d'exiger de vous.

Signés les Administrateurs du Conseil général du Département des Vosges.

COLLATIONNÉ.

Signé, *BENOIST*, Vice-Président, *DENIS*, Secrétaire-général.

A EPINAL,
De l'Imprimerie nationale d'HENER.